

ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

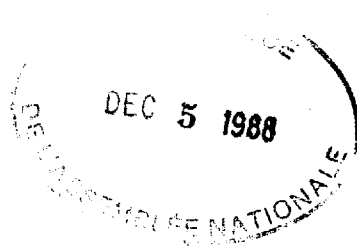
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 251
(Privé)

Loi concernant St. Bernard Fish and Game Club

Présentation

Présenté par
M. Maurice Richard
Député de Nicolet



Éditeur officiel du Québec
1988

Projet de loi 251

(Privé)

Loi concernant St. Bernard Fish and Game Club

ATTENDU que St. Bernard Fish and Game Club, corporation constituée aux termes d'un certificat émis le 11 novembre 1899 en vertu de l'article 5493 des statuts refondus de la province de Québec de 1888, a été dissoute le 24 novembre 1973 en vertu de la Loi des enseignements sur les compagnies (S.R.Q., 1964, chapitre 273);

Que cette corporation n'a pas droit à une reprise d'existence en vertu de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., chapitre R-22);

Qu'il est opportun d'autoriser la présentation d'une demande de reprise d'existence de St. Bernard Fish and Game Club, en vertu de l'article 11 de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Tout intéressé peut conformément à l'article 11 de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., chapitre R-22), demander au ministre responsable de la Loi concernant les enseignements sur les compagnies de faire reprendre existence à St. Bernard Fish and Game Club.

2. Sur réception par le ministre responsable de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies d'une telle demande, ce dernier en doit donner suite conformément à la Loi concernant les enseignements sur les compagnies.

3. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).